



**Communiqué n°12 du 4 avril 2008**

Déclaration d'Anousheh Karvar, secrétaire nationale

## **Révision générale des politiques publiques Une réforme en catimini**

Le train de mesures dites « de modernisation des politiques publiques » annoncées aujourd'hui s'apparente plus à un inventaire sans vision qu'à une véritable réforme.

La CFDT est favorable à une démarche de révision des politiques publiques. Cependant une réforme d'ampleur ne pourra s'effectuer sans impliquer les agents, l'encadrement, les organisations syndicales, qui par leur pratique au quotidien, connaissent bien les fonctionnements des administrations.

Les pays qui ont réussi la réforme de leurs politiques publiques sont ceux qui ont explicité, par le débat public et par le consensus, le rôle de l'Etat, son périmètre et ses missions.

Avec la RGPP, l'exécutif fait au contraire, le choix d'une réforme en catimini. De plus, en dehors de l'aspect comptable, les enjeux ne sont pas clairement identifiés et débattus avec la représentation nationale et les corps constitués.

Le gouvernement persiste, aujourd'hui, dans le slogan politique de « non remplacement d'un fonctionnaire sur deux », alors même que le Livre blanc sur les valeurs et missions des services publics et de la Fonction publique n'a pas été remis. Cette « démarche à l'envers » produira, dans les jours qui viennent et au gré des annonces de suppressions de postes, des mouvements de contestation légitime d'agents des services publics.

Pour être opérationnelle et socialement acceptable la réforme de l'Etat réclamera, au moins pendant ses dix premières années, des financements supplémentaires. Dans l'état actuel de dégradation des finances publiques, cela risque fort d'être au prix d'économies sur les budgets sociaux (logement, exclusion, emploi, formation). Avec le paquet fiscal de l'été 2007, le gouvernement s'est privé de marges de manoeuvres qui auraient été ici plus utiles et plus justes.